

Causes d'écart — 1 004 sur 1 240

LINDBERGH FORMATION — 16 rue de Maillé, 91310 Montlhéry · RCS Evry 817 946 114

Document établi le 24/09/2026

Cinq exercices relus, 92 000 encaissements · document fictif

Document fictif — exemple de démonstration

Ce document est produit par le site Blue Lemon Agent pour illustrer ce qu'un agent IA remet à ses utilisateurs. Les sociétés, dossiers, montants et personnes qui y figurent sont inventés. Il n'a aucune valeur juridique, comptable ni commerciale.

Document fictif, produit pour la démonstration. **Le comptage porte sur ce que les régies encaissent, pas sur ce que fait une personne.** Aucun indicateur individuel n'est établi : **avec un régisseur et deux suppléants, un indicateur par poste désignerait la personne.**

La régie de recettes permet à un agent d'encaisser directement certaines sommes pour le compte de la commune, à charge pour lui de les reverser au comptable public. Le régisseur répond personnellement des fonds qu'il manie : un déficit de caisse lui est imputable jusqu'à ce qu'il en soit déchargé.

Ce que les quatre régies encaissent chaque année

Élément	Volume annuel	Observation
Encaissements	18 400	412 000 € sur quatre régies
Quittances délivrées	14 900	Numérotation continue par régie
Journées de régie	210	2 h 40 par journée
Bordereaux au comptable public	12	Un par mois

Élément	Volume annuel	Observation
Relances amiables	980	Sur 1 480 créances non soldées

Les quatre causes qui portent 81 % des écarts

Cause d'écart	Écarts par an	Ce que la cause révèle	Contrôle proposé
Encaissement saisi sur la mauvaise régie	412	Presque tous entre cantine et garderie — les deux services que les mêmes familles paient le même jour	Contrôle 1 — à ouvrir en premier, avec la règle d'imputation
Quittance sans référence de facture rattachable	268	C'est la cause qui coûte une soirée en fin de mois	Contrôle 2
Doublon apparent d'encaissement	248	Voir la pièce sur le critère resserré	Contrôle 3 — à ouvrir en dernier
Écart entre le total du quittancier et le montant remis	76	Tous inférieurs à 15 €, tous régularisés — mais chacun a coûté une recherche	Contrôle 4
Sous-total	1 004	81 % des 1 240 écarts	—
Causes dispersées	236	Aucune ne dépasse 3 % à elle seule	Traitées au fil de l'eau

Les deux premiers contrôles portent 680 des 1 240 écarts — 55 % du travail de recherche. Les deux autres peuvent attendre la fin du premier trimestre : **reprenre deux causes sur quatre traite plus de la moitié du problème en une demi-heure de validation.**

Ce que l'écart tardif coûte aujourd'hui

Mesure	Valeur	Ce qu'elle emporte
--------	--------	--------------------

Écarts trouvés seulement à la clôture	68	La pièce d'origine n'est plus consultable : il ne reste que l'écriture d'ajustement
Préparation des quittances d'une journée	1 h 36 sur les 2 h 40 de la journée — 60 %	Ramenée à 16 minutes, soit 10 %
Restes à recouvrer sur trois exercices	39 600 €	dont 24 156 € — 61 % — sur des familles jamais relancées
Ruptures de numérotation relevées sur cinq exercices	4	Toutes en 2022, toutes expliquées et documentées

Le test à blanc sur l'exercice écoulé

Ce qui a été rejoué	Résultat	Lecture
Les quatre contrôles passés sur les 18 400 encaissements	1 004 écarts trouvés le jour même	Contre 68 découverts à la clôture — même travail, la pièce d'origine encore sous la main
Journée d'essai de 94 encaissements	6 écarts	Les 6 auraient été découverts à la clôture du mois

La responsabilité personnelle du régisseur rend un contrôle exhaustif et tracé plus protecteur qu'une vérification par sondage. Ce n'est pas une charge de plus : c'est ce qui permet de produire un journal daté le jour où l'on demande comment la concordance est assurée.

À fixer par la collectivité

Ordre d'ouverture des quatre contrôles, arrêté par le régisseur : _____

de déploiement décrit au devis, aucune isolation dédiée n'étant présumée ; les mécanismes de chiffrement en transit et au repos, leurs composants et la gestion des clés sont ceux documentés pour l'architecture retenue ; les rôles et permissions sont configurés et recettés pour les identités et systèmes effectivement raccordés ; les événements journalisés, leur contenu, leur durée de conservation et leurs accès sont définis pour le déploiement retenu.